

# Résumé Loi de Finances 2014 et mesures diverses

## **1<sup>ère</sup> partie : Loi de finances 2014**

### **a) Fiscalité des particuliers, patrimoine, plus-values**

#### **1 - Indexation du barème de l'impôt sur le revenu 2013**

Après deux années d'application du gel du barème il est rétabli une indexation du barème de l'impôt sur le revenu sur les prix. Soit une revalorisation de 0,8 %. Le barème applicable aux revenus de 2013, imposés en 2014, sera donc le suivant:

Taux	Tranches de revenus (en €)
0	Jusqu'à 6 011 €
5,5%	De 6 011 € à 11 991 €
14%	De 11 991 € à 26 631 €
30%	De 26 631 € à 71 397 €
41%	De 71 397 € à 151 200 €
45%	Plus de 151 200 €

#### **2- Déduction forfaitaire de 10% sur les salaires :**

**Minimum : 424€ ( 931€ pour les demandeurs d'emploi)**

**Maximum : 12 097€**

#### **3- Revalorisation exceptionnelle de la décote.**

La limite d'application de la décote est fixée à **508 €**.

#### **4- Abaissement du plafond de l'avantage procuré par le quotient familial**

le plafond général du quotient familial au titre des charges de famille est abaissé de 2 000 € à **1 500 €** pour chaque demi-part accordée pour charge de famille.

#### **5 Maintien de la réduction d'impôt pour frais de scolarité**

La réduction d'impôt sur le revenu pour frais de scolarité s'élève forfaitairement à 61 € pour un collégien, 153 euros pour un lycéen et 183 euros par enfant scolarisé dans l'enseignement supérieur. Le gouvernement avait eu le projet de supprimer cette réduction d'impôt

#### **6- Assujettissement à l'IR de la part patronale des complémentaires « santé »**

**7- Fiscalisation des majorations de retraite pour charges de famille** (cas des personnes ayant eu ou ayant élevé au moins 3 enfants)

### **b) Imposition des bénéfices des entreprises**

#### **1-Amortissement exceptionnel des robots acquis du 1/10/2013 au 31/12/2015 (PME)**

⇒ Sur 24 mois en linéaire à compter de la date de mise en service

## 2-revalorisation des seuils 2014

- ⇒ Micro BIC (achat revente, fournitures de logement) : 82 200 €
  - ⇒ Micro BIC (services et loueurs en meublé) : 32 900 €
  - ⇒ Régime simplifié BIC achat-revente, fourniture de logement : 783 000 €
  - ⇒ Régime simplifié BIC services : 236 000 €
  - ⇒ Franchise tva : achat revente hébergement : 82 200€
  - ⇒ Franchise tva : services : 32 900 €
- ⇒ Actualisation des seuils : revalorisation triennale à partir du 1/1/2017 (ldf rectificative 2013). Les seuils ne seront plus actualisés chaque année. Les seuils 2014 sont donc applicables de 2014 à 2016

## 3-Taxe exceptionnelle de solidarité sur les hautes rémunérations versées par les entreprises

Mise à la charge des entreprises qui choisissent de verser des rémunérations supérieures à un million d'euros d'une taxe exceptionnelle de solidarité, assise sur les rémunérations les plus importantes qu'elles versent à leurs dirigeants et salariés.

La contribution exceptionnelle sera assise sur toutes les rémunérations brutes perçues par les salariés et dirigeants (traitements, salaires, attributions d'achats d'actions ou titres, **participation**, intéressement, épargne salariale...), pour la fraction de ces rémunérations supérieure à un million d'euros par an.

Le taux de la contribution sera égal à 50 % et son montant sera plafonné à 5 % du chiffre d'affaires de l'entreprise.

La taxe concerne les rémunérations acquises, attribuées ou constatées dans les charges de l'entreprise en 2013 et 2014. (la charge 2013 ne sera déductible qu'en 2014 seulement)

**4- Taxe sur les véhicules de sociétés TVS** : majorée d'une composante « air » pour les périodes d'imposition ouvertes à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2013. Cette composante dépend de l'année de la mise en service et de l'énergie du véhicule. Le montant varie de 20 € à 600 €.

**5-Taux de la contribution exceptionnelle d'IS** ; A compter des exercices clos à compter du 31/12/2013, Le taux de la contribution est porté à 10.7% du montant de l'IS (au lieu de 5%). Rappel : cette contribution due au titre des exercices clos entre le 31/12/2011 et le 31/12/2015 concerne les sociétés soumises à l'IS qui réalisent un chiffre d'affaires supérieur à 250 M€

## 6- Fin de l'exonération de cfe des auto entrepreneurs

A compter de 2014, les auto entrepreneurs qui se créent bénéficient du régime fiscal de droit commun applicable en cas de création d'établissement : exonération totale de cfe pour l'année de création puis réduction de base de moitié pour l'année suivante

## c) TVA

### 1- Taux de tva

Taux réduit : 5.5% maintenu à compter de 2014  
Taux intermédiaire : 10%  
Taux normal : 20%

## 2- Quelques Nouveautés :

- ⇒ **Taux de 5.5% (2014) :** places de cinéma, fournitures de logement et de nourriture dans les logements-foyers, les foyers de jeunes travailleurs et les structures d'hébergement d'urgence, les travaux d'amélioration de la qualité énergétique, les opérations de construction et de rénovation de logements sociaux
- ⇒ **Taux de 10% :** opérations de construction de logements intermédiaires, engrais organiques et ceux utilisés dans l'agriculture biologique
- ⇒ **Taux de 20% :** engrais chimiques

## **2<sup>ème</sup> partie Mesures diverses:**

- ⇒ **Paiement du solde d'IS** (sociétés soumises à l'IS qui clôturent leurs comptes le 31/12/N) : le 15 mai N+1 (au lieu du 15/4/N+1) ldf rectificative 2013
- ⇒
- ⇒ **Réforme du régime simplifié de TVA à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2015** ldf rectificative 2013
  - si le CA est inférieur à la limite applicable et à condition que la tva exigible N-1 soit  $\leq 15\,000$  €, deux acomptes de tva semestriels seront à verser (en juillet et décembre).
  - Taux du premier acompte : 55% ; taux du 2<sup>ème</sup> acompte : 40%
  - Base de calcul : TVA N-1 (hors immobilisations)
  - Une déclaration CA12 sera à déposer en N+1
  - si le CA est inférieur à la limite applicable mais TVA N-1  $> 15\,000$  €, le régime du réel normal s'appliquera : déclarations CA3 mensuelles (pas de déclaration CA12)
- ⇒ **TVA et frais de représentation : mentions sur les factures**

Le droit à déduction de la tva est subordonné au respect cumulatif des conditions de fond (besoin de l'exploitation), de forme (pièce comptable) et de temps(exigibilité de la tva chez le fournisseur = tva déductible chez le client). Le formalisme est cependant allégé pour les factures de restaurant de 150 € ht maximum puisque, pour ces dernières, la déduction de la tva est admise alors même que les éléments d'identification du client ne sont pas inscrits sur la facture par le restaurant lui-même mais par le client. Attention toutefois, comme le rappelle le conseil d'Etat, une entreprise ne peut déduire la TVA sur les factures de restaurant payées par ses salariés lors de leurs déplacements professionnels que si elles ont été établies à son nom et pas au nom des salariés
- ⇒ **Remboursement des crédits de TVA :**

La procédure de remboursement des crédits de TVA dite « spéciale exportateur » est supprimée à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2014. Cette procédure ne présente plus d'intérêt depuis que la procédure générale de remboursement qui s'applique à l'ensemble des opérateurs, permet un remboursement mensuel des crédits de taxe

⇒ **TVA déductible et véhicules : précisions administratives**

-véhicules utilitaires : tva déductible : camionnettes, fourgons conçus pour le transport des marchandises y compris lorsqu'ils sont équipés d'une cabine approfondie comprenant le cas échéant une banquette

-Véhicules dits « dérivés VP » : tva déductible : véhicules qui ne comportent que deux places, commercialisés sous les appellations « sociétés », « affaire » ou « entreprise »

-Véhicules « 4x4 pick up » : simple cabine, c'est-à-dire ne comportant que deux sièges ou une banquette, ou comprenant une simple cabine approfondie dans laquelle sont placés, outre des sièges ou la banquette avant, des strapontins destinés à faire l'objet d'un usage occasionnel

-

⇒ **Taux maximum déductible des intérêts de comptes courants d'associés** : 2.79%  
(exercice clos le 31/12/2013)

⇒ **Smic horaire** Le salaire minimum de croissance (Smic) est revalorisé, le nouveau montant horaire brut étant fixé à 9,53 €.

⇒ **Plafond de sécurité Sociale pour 2014** : 3 129 € par mois